

LA TARENTULE,



REVUE CRITIQUE DES ACTES SÉRIEUX,
DES UTOPIES, DES EXCENTRICITÉS ET DES BÉVUES.

DE NOS HOMMES D'ÉTAT!

ARCHIVES CURIEUSES DU GOUVERNEMENT RÉPUBLICAIN.

Chaque numéro, publié à des époques indéterminées, se vend séparément 25 centimes,

Chez DUTERTRE, passage Bourg-l'Abbé, 20, et chez tous les libraires.

(Les communications, renseignements, lettres et avis divers doivent être adressés *franco* au Directeur de la Tarentule, passage Bourg-l'Abbé, 20, à Paris.)

N° 1.

Les publicistes du grand format, lorsqu'ils entreprennent la publication d'un nouveau journal, débute ordinairement par une profession de foi souvent bouffonne, qu'ils ont la prétention de faire prendre au sérieux, et qui ne trompe plus personne, aujourd'hui surtout où l'on tient compte seulement des actes et non des phrases plus ou moins filandreuses ou sonores.

Nous qui avons la prétention d'être de quelque utilité en critiquant des actes importants qui devraient toujours être graves et qui, le plus souvent, ne sont que ridicules, quelquefois même plaisants, nous débiterons par une profession de foi où il n'y a pas le plus petit mot pour rire, que nous empruntons en partie au journal l'*Atelier*, dans le numéro où il s'adresse aux révolutionnaires. — Nous leur dirons donc avec ce journal : « Nous sommes de votre avis, si vous êtes mécontents parce que l'élément populaire n'est pas suffisamment représenté à l'Assemblée nationale; si vous êtes mécontents de voir l'étroit et impuissant libéralisme de la vieille gauche dynastique reparaitre sur la scène politique avec un nombreux cortège; si vous êtes mécontents parce que des républicains éprouvés n'ont pas tous vu leurs noms sortir de l'urne. Et non-seulement nous sommes de votre avis, mais nous sommes des vôtres, si vous voulez agir sur la majorité, et l'obliger, par tous les moyens de la presse, à réaliser toutes les institutions que le temps comporte; nous sommes des vôtres pour pousser à la roue du progrès, pour que la révolution tienne toutes ses promesses, pour que la souveraineté du peuple demeure une vérité, pour que les masses laborieuses puissent posséder enfin les instruments du travail. Mais s'il en est parmi vous qui ne veulent pas ou ne sachent pas se servir de la liberté de parler, d'écrire et de se réunir; s'il en est qui veulent procéder sous la République comme ils étaient forcés de procéder sous la monarchie, par l'attaque à main armée; nous ne sommes pas avec ceux-là, nous sommes contre eux. »

Nous ajouterons à cet avis, pour l'édification des légitimistes, des philippistes, des jésuites de toutes robes, qui se drapent des couleurs tricolores sous lesquelles

ils cachent leurs idées désorganisatrices, que non-seulement nous ne sommes pas avec eux, mais que nous sommes contre eux, et que nous ferons tous nos efforts pour déchirer le voile sous lequel ils prétendraient se cacher. Quant aux incapables, aux danseurs qui accaparent les places des calculateurs; aux jongleurs qui font parade d'égalité et qui s'affublent d'oripeaux pour se distinguer de tout le monde; il nous suffira, pour en faire justice, de montrer au doigt les uns et de vouer les autres au ridicule.

A présent que chacun connaît le but vers lequel nous nous dirigeons, nous espérons ne pas être importunés par ceux qui ne marchent pas sous notre drapeau. Et nous appelons de toutes nos forces ceux qui désirent nous aider à remettre dans la bonne voie les agents du pouvoir qui s'écarteraient du droit chemin; ceux qui peuvent nous seconder en nous signalant les abus, les faits répréhensibles, les actes arbitraires, singuliers ou grotesques qu'il importe de signaler à l'attention ou à la risée publique; ceux enfin qui, sympathisant avec nos idées, seraient disposés à nous aider de leur collaboration.

LA TARENTOLE.

La Tarentule est un animal invertébré de la classe des Arachnides dont la piqûre venimeuse produit des effets extraordinaires et souvent même mortels, selon que cette piqûre attaque les différentes parties du corps social ou du corps humain. Le plus benin des effets de cette piqûre produit ou une gaieté qui peut aller quelquefois jusqu'à la folie, ou un rire prolongé dont il est impossible de se défendre, ou une rage de danse et de tournolements qui se prolonge jusqu'à complète extinction de forces musculaires.

Quand, par exemple, la piqûre de la Tarentule a eu lieu sur la partie du front qui se trouve immédiatement au-dessus du nez, près de la plantation des cheveux, le blessé est possédé de la manie de regarder toujours au-dessus des autres, et éprouve un besoin incommensurable de faire parler de lui, une envie de dominer, de régenter, de gouverner même, qui va jusqu'à lui faire sacrifier ses plus intimes convictions, pour se livrer à tous les emportements d'une ambition démesurée. Le citoyen a été piqué dans son jeune âge par une Tarentule. N'ayant pas pris les précautions indispensablement nécessaires, il parait que la blessure s'est envenimée depuis quelques années, et qu'elle est passée à l'état chronique, au point de résister à tous les moyens de guérison que possède la science.

Les effets les plus terribles de la piqûre de la Tarentule sont ceux occasionnés par une blessure qui, après avoir profondément traversé les parties nobles, attaque directement le corps social. Une blessure de ce genre est toujours mortelle; mais la maladie, qu'elle occasionne tout d'abord, se prolonge ordinairement pendant plusieurs années. C'est ainsi que la monarchie française, profondément piquée par la Tarentule le 40 août 1792, est tombée dans un marasme qui semblait devoir la conduire à la mort. Après avoir éprouvé quelque mieux en 1804 et un quasi-rétablissement en 1814, un bouleversement de pavés envenima sa blessure en 1830, et la plongea dans un état de langueur qui s'est prolongé jusqu'au 24 février 1848, époque où un mouvement de colère royale, causée par un nouveau remuement de pavés, fit rouvrir sa blessure, détermina un accès de folie terrible, et occasionna sa mort instantanée. Elle était d'ailleurs condamnée depuis longtemps; et ses médecins paraissent surpris, qu'après avoir été si profondément piquée en 1792, elle ait pu se traîner jusqu'au jour de son décès.

Si la piqûre de la Tarentule est légère, elle n'occasionne le plus souvent que des accès intermittents de gaieté, qui se terminent par une manie de versification ou par une propension extrême à la satire politique. C'est ainsi que l'un de nos plus spirituels collaborateurs, ayant été légèrement piqué, en 1836, par une Tarentule, au-dessus de l'os temporal gauche, n'a cessé depuis lors de faire une chanson ou une pièce de vers sur tous les actes émanant du gouvernement ou de ses agents. Nous publierons quelques-uns de ses opuscules dans nos premiers numéros, qui prouveront que dans sa folie il a par moments quelques éclairs de raison.

Il nous serait facile de multiplier les citations concernant les effets extraordinaires produits par les piqûres de cet arachnide; mais comme nous aurons souvent occasion de les relater dans le cours de cette publication, nous en resterons là pour le moment, pour nous occuper de l'inter-règne de soixante-dix jours, qui marquera dans nos annales sous le nom de Gouvernement provisoire. Nous en aurons toutefois bientôt fini avec lui : l'assemblée nationale est constituée; et pour peu que la Tarentule pique quelques-uns de ses membres, nous n'aurons pas trop de nos colonnes pour enregistrer toutes les bévues, toutes les excentricités et peut-être même les folies que les blessures de cet insecte occasionnera.

ARCHIVES HISTORIQUES,

OU RECUEIL DE MATÉRIAUX POUR SERVIR A L'HISTOIRE DU TEMPS.

Profession de foi du duc de Laroche foucault-Doudeauville.

Parmi les mille et un placards dont on couvre les murs de Paris depuis deux mois et qu'il est rare qu'on ait le temps de lire, parce qu'ils sont recouverts du jour au lendemain par d'autres placards, il en est quelques-uns qui mériteraient d'être conservés comme documents historiques propres à servir à l'histoire de notre temps; la plupart de ces placards, cependant, n'ayant été insérés dans aucune feuille périodique, il en résulte qu'il est fort difficile, pour ne pas même dire impossible, de se les procurer, quelle que soit l'importance qu'on y attache. Ainsi, par exemple, nous avons lu avec intérêt un de ces placards intitulé : *le Pape et la République*, ainsi qu'un autre ayant pour titre : *50 millions d'Economie*, sans qu'il nous ait été possible de nous les procurer, ni même de les copier, d'autres affiches les ayant recouverts presque immédiatement. (Nous engageons les auteurs de ces placards à nous en faire parvenir un exemplaire.) — Il en est un autre fort curieux que nous sommes parvenus à nous procurer; c'est une profession de foi de l'ex-duc de Laroche foucault de Doudeauville, adressée au peuple parisien, pour l'engager à porter sur lui ses suffrages. En voici le texte :

« A mes concitoyens,

- Au moment des élections générales, c'est un devoir de se faire connaître de ses concitoyens. A son retour de l'île d'Elbe, Napoléon a mis sa tête à prix pour avoir un des premiers fait entendre les cris de délivrance et de liberté. — A la Restauration, j'ai parfois reproché ses fautes, sans jamais la flatter. — J'ai toujours repoussé l'exagération, comme ennemie de la vérité. — Le gouvernement déchu m'a fait expier, sous les verrous de Sainte-Pélagie, l'indépendance de mes pensées comme celle de mes paroles. — J'ai toujours défendu chaudement les droits et les libertés du peuple, en rendant à sa modération, à sa sagesse la justice qu'elles méritent; et alors qu'on le calomniait, moi, je plaçais chaudement sa cause. — Depuis la mort de mon vénérable père, je me suis refusé

» à siéger dans la chambre des pairs, sous un gouvernement qui violait les droits
» de la nation, et lui refusait les libertés, son bien le plus précieux. — Mais si
» mes concitoyens me faisaient l'honneur de m'envoyer dans la Chambre appelée à
» décider librement des destinées du pays, j'accepterais avec reconnaissance ce
» témoignage de leur estime; c'est moins un honneur que je brigue, qu'une marque
» de dévouement et d'amour que j'offre à ma patrie. — Ma profession de foi sera
» courte mais sincère : Reconnaissance de la souveraineté nationale. Mon pays
» avant tout, tout pour lui, tout par lui. Ses droits, ses libertés, son indépen-
» dance, l'ordre à l'intérieur, guerre à la corruption, liberté individuelle, liberté
» de la presse, liberté religieuse, liberté d'enseignement, instruction gratuite pour
» le peuple, droit d'association, sincérité de l'institution du jury....., du travail
» assuré aux ouvriers, en s'occupant sérieusement et sagement de leur bien-être,
» de leur avenir et de celui de leur famille, les droits des maîtres mis d'accord
» avec l'intérêt bien entendu des ouvriers; bon marché de la vie, chose possible à
» obtenir; le commerce encouragé, protection puissante accordée aux colonies,
» l'Algérie assimilée à la France et définitivement constituée, l'affranchissement
» progressif des noirs, en leur enseignant à user sagement de leur liberté; enfin
» une armée fortement organisée, avec de vastes cadres de réserve, ce qui don-
» nerait une grande économie, en attendant que le désarmement général des puis-
» sances permette d'employer plus utilement l'immense budget de la guerre; une
» marine assez forte pour ne plus permettre à l'Angleterre de nous parler en
» maître; toutes nos places de guerre et tous nos ports mis en état; nos canaux
» achevés, les grands travaux d'utilité publique poussés avec activité afin de
» donner pour longtemps un travail utile à un grand nombre d'ouvriers; nos ma-
» gasins bien approvisionnés, pour être prêts à toute éventualité. — Tels sont
» mes sentiments; tels ils étaient hier, tels ils seront toujours..... En dernière
» analyse, la meilleure assemblée à mes yeux sera celle qui représentera toutes les
» opinions et tous les intérêts; celle qui représentera véritablement le pays, et qui
» pourra exprimer librement sa pensée, sans qu'un despotisme quelconque vienne
» entraver ses délibérations. La forme du gouvernement n'est plus une question
» aujourd'hui : seule, la République est possible. Le poste du péril est pour moi
» celui de l'honneur, et aucun sentiment personnel ne pourra jamais diriger ma
» conduite ni dicter mes votes.

» Signé : LA ROCHEFOUCAULD-DOUDEAUVILLE. »

Cette profession de foi, ou plutôt cette espèce de charte improvisée, n'a pas convaincu les électeurs de Paris du républicanisme de l'ex-duc de la Rochefoucauld; ils ne lui ont donné que fort peu de voix, parce qu'ils se sont rappelés, dit-on, d'un certain Sosthènes de la Rochefoucauld, fils du duc de Doudeauville, qui réclama et obtint, le 31 mars 1814, l'ignoble tâche d'attacher au cou de la statue de Napoléon, la corde avec laquelle les royalistes purs essayèrent vainement de l'arracher de la colonne de la grande armée; principal motif qui, probablement, fit excepter par l'empereur M. la Rochefoucauld de l'amnistie accordée à tous ceux qui avaient pris part à la Restauration.

DU CUMUL ET DES CUMULARDS.

Un décret du gouvernement provisoire a institué une commission chargée de faire un rapport sur le cumul des fonctions publiques salariées, et a nommé l'un de ses membres président de cette commission. Nous approuvons le décret;

mais nous sommes loin d'approuver la formation de cette commission, qui a été composée des sous-secrétaires d'Etat et des secrétaires généraux de tous les ministères, dont, selon nous, aucun de ces fonctionnaires n'aurait dû faire partie.

La publication de ce décret a troublé dans leur quiétude la plupart des cumulards, qui depuis longtemps regardent comme un droit acquis celui d'additionner à la fin de chaque mois le montant des émoluments affectés à chacun de leurs emplois; aussi n'est-il sorte de réclamations qu'ils n'aient adressées à la commission, où ils s'évertuent à prouver que le cumul est de toute indispensabilité, surtout lorsqu'il s'agit de fonctions scientifiques ou littéraires. A ces réclamations intéressées, nous répondrons par un article publié il y a quelques années, dont pourront faire leur profit les membres de la commission chargée de prononcer sur la légalité du cumul des fonctions publiques salariées.

« L'amour de la science et le mépris des richesses se trouvaient ordinairement réunis chez les mêmes hommes dans l'antiquité. On connaît les exemples fameux de cette pauvreté philosophique dont s'enorgueillirent tant de grands hommes avec lesquels nous vivons trop dans les premières années de notre vie, et pas assez dans tout le reste. Quant aux emplois publics, il paraît qu'on croyait alors qu'un seul, s'il était utile, devait remplir l'existence d'un individu. On ne voyait donc pas alors les gens de mérite entasser fonctions sur fonctions, au risque de n'en bien remplir aucune : nous n'avons pas oui dire que Quintilien ou Pline le naturaliste aient jamais cumulé. — Il en est autrement de nos jours : l'amour du savoir et l'amour de l'or paraissent être tellement unis, identifiés, confondus l'un dans l'autre, que ces deux amours n'en font plus qu'un, qui est la passion exclusive et le caractère dominant des illustres de l'époque. Par une conséquence toute naturelle, c'est un principe généralement admis parmi nous, qu'il y a dans un homme d'esprit et de talent une capacité multiple équivalant à plusieurs capacités réunies, et une merveilleuse aptitude à combiner les fonctions les plus diverses et souvent les plus opposées entre elles.

• Il ne s'agit plus dès lors de voir si l'on convient ou non à telle place devenue vacante; on s'informe des émoluments, puis les amis sont en campagne; et l'on a des chances, pour peu que l'on ait déjà quelque emploi sortable, car c'est ici surtout qu'est en vigueur la vieille maxime de ne donner qu'à ceux qui ont. De traitement en traitement, on parvient de la sorte à se faire une annuité de quinze, vingt, trente et même cinquante mille francs qui ne paye point d'impôt, et vaut par conséquent mieux qu'une terre : alors on s'arrête... quelquefois; puis on songe à pourvoir de même un fils, un gendre ou un neveu. »

Il y a soixante ans, l'assemblée des états généraux a posé le principe égalitaire que NUL NE PEUT AVOIR PLUS D'UNE PLACE. Récemment le gouvernement provisoire a consacré cette maxime en décrétant en principe général l'abolition du cumul des places, et cependant on aura peine à l'obtenir, tant la résistance des cumulards est forte.

Le cumul est incompatible avec la sincérité des institutions républicaines, parce que la personne placée deux fois nuit à celle qui ne l'est pas du tout et qui pourrait l'être; il en résulte donc que nul ne peut aujourd'hui avoir la prétention d'occuper plus d'un emploi. — Un représentant du peuple, pourvu d'une place salariée, ne peut pas non plus conserver cette place, même en faisant abandon au trésor du traitement qui y est affecté; il doit non-seulement renoncer à ses appointements, mais encore résigner ses fonctions. C'est ainsi, du reste, que l'ont compris plusieurs membres de l'assemblée nationale, qui se sont empressés de se démettre de leurs places et de renoncer à leurs traitements. Il est à remarquer toutefois que cet exemple a été donné par des républicains du lendemain à des républicains de la



veille, qui, nous l'espérons, s'empresseront de le suivre, et qui nous éviteront le désagrément de publier la liste des cumulards de l'assemblée nationale.

Nous ne reconnaissons pas de fonctions publiques que l'on puisse cumuler, si ce n'est celles de ministre, de préfet de police et de maire de Paris. C'est bien assez qu'un parlement nous coûte 20,500 francs par jour, sans compter les frais accessoires.

A l'appui de ce qui précède nous allons indiquer quelques-uns des principaux cumulards, dont un de nos collaborateurs s'occupe de dresser la liste officielle d'après l'Almanach ci-devant royal de 1847, et que nous publierons prochainement. Le lecteur n'aura qu'à mettre en regard de chaque emploi le montant du traitement et à faire l'addition.

LETRONNE, membre de l'académie des inscriptions.

Garde général des archives.

Directeur de l'école des chartes.

Membre du conseil de perfectionnement de ladite école.

Professeur au collège de France.

Administrateur du collège de France.

Membre du comité de l'imprimerie nationale, pour l'impression des ouvrages qui méritent d'obtenir cette faveur. . .

Conseiller ordinaire de l'université.

NAUDET, membre de l'académie des sciences morales et politiques.

Membre de l'académie des inscriptions et belles-lettres. .

Conservateur de la bibliothèque nationale.

Directeur de la bibliothèque nationale.

Membre du conservatoire de ladite bibliothèque.

Membre du conseil de perfectionnement de l'école des chartes.

Membre du comité de l'imprimerie nationale pour l'impression des ouvrages qui méritent cette faveur.

Conseiller ordinaire de l'université.

DUPIN AINÉ, membre de l'Académie française.

Membre de l'académie des sciences morales et politiques.

Procureur général à la cour de cassation.

Chef du conseil du domaine privé de l'ex-roi.

Membre de la commission des invalides de la marine. . .

Membre de la commission pour la répression de la traite des noirs au ministère de la marine.

Député à l'assemblée nationale.

DUPIN (Charles), membre de l'académie des sciences.

Membre de l'académie des sciences morales et politiques.

Inspecteur général du génie maritime.

Membre du conseil d'amirauté.

Président du conseil des délégués et délégué des colonies.

Professeur au conservatoire des arts et métiers.

Membre du conseil de perfectionnement de l'école polytechnique.

Membre de la commission pour la répression de la traite des noirs au ministère de la marine.



CORDIER (Louis), membre de l'académie des sciences.
Inspecteur général des mines.
Membre du conseil général des mines.
Membre de la commission des chemins de fer.
Membre de la commission des machines à vapeur.
Membre du conseil de perfectionnement de l'école poly-
technique.
Professeur au Museum d'histoire naturelle.

NOUVELLES DE LA RÉPUBLIQUE DES LETTRES.

Il n'y a rien de nouveau sous le soleil, a-t-on dit depuis bien longtemps ; mais ne pourrait-on pas, lorsqu'on a la prétention d'être plus capable que ceux qui nous ont précédés, faire quelque chose de plus neuf que ce que font nos publicistes depuis deux mois, en se contentant de reproduire le ton, le langage, les idées et jusqu'aux titres des journaux qui ont paru dans les plus mauvais jours de notre première révolution. Est-ce que par hasard ces publicistes d'un jour se figure-raient qu'il suffit pour exercer une influence sur l'opinion publique de parodier tout ce qu'on a fait, dit et écrit il y a quelque soixante ans. A les entendre, il semblerait aussi que la publicité ne date que d'hier ; il est cependant facile de leur démontrer que cette publicité existait, sous l'inspection il est vrai de *deux ou trois censeurs*, bien avant 1789, ainsi que le prouve la liste des journaux qui paraissaient en 1777.

Affiches et annonces, in-4°, rédigées par l'abbé Fleury.

Affiches et avis divers, in-4°, ayant une seconde feuille paraissant le soir, rédigés par l'abbé Aubert.

Année littéraire, commencée en 1753, in-12, rédigée successivement par Fréron, par Fréron fils, l'abbé Grosier, etc.

Bibliothèque des romans nouveaux, in-12, rédigée par Bastide.

Catalogue hebdomadaire des livres nouveaux, in-8°, commencé en 1763 par Despilly.

L'Esprit des Journaux français et étrangers, in-12, 12 vol. par an, commencé en 1772.

L'Espagne littéraire, 24 cahiers par an. Commencée en 1774.

Gazette de France, in-4°, paraissant les lundis et vendredis, commencée en 1631, par Renaudot.

Gazette de Santé, in-4°, paraissant le lundi, par une société de médecins.

Gazette des Tribunaux, in-8°, par Mars, commencée en 1775.

Gazette salutaire, une feuille par semaine, in-4°.

Gazette universelle de littérature, in-4°.

Journal anglais, 24 cahiers par an, commencé en 1775.

Journal de lecture.

Journal d'éducation, par Leroux.

Journal de médecine, chirurgie et pharmacie, 48 cahiers ou 3 vol. in-12, commencé en 1754, et rédigé successivement par de Eratz, Vandermonde, Roux, Bacher, Dumangin.

Journal de Paris ou Porte du soir, in-4°, d'une demi-feuille, paraissant tous les jours.

Journal de physique, commencé en 1770, in-12 jusqu'en 1773 et ensuite in-4°, rédigé successivement par Gauthier-Dagoty, et continué par l'abbé Rozier.

Journal de politique et de littérature, in-8°, paraissant les 5, 15 et 25 de chaque mois, rédigé par Linguet et ensuite par la Harpe.

Journal des beaux-arts et des sciences, in-12, 12 vol. par an, commencé en 1704.

Journal des causes célèbres, in-12, 12 vol. par an.

Journal des dames, in-12, un cahier par mois, commencé en 1764 par M^{me} de Maison neuve; interrompu en 1768, et repris en 1774 par Dorat.

Journal des savants, in-4° et in-12, 44 vol. par an. Créé en 1665 par M. de Sallo, sous le nom d'Hérouville, l'un de ses domestiques. Sallo s'associa ensuite Chapelain, Gomberville et les abbés Bourgeys et Gallois.

Journal des théâtres, créé en 1776 par le Fuel de Méricourt.

Journal ecclésiastique, in-12, un cahier par mois. Commencé en 1760, et rédigé par l'abbé Dinouart.

Journal encyclopédique, in-12, commencé en 1754.

Journal français, 2 cahiers par mois, par Clément et Palissot.

Journal historique et politique des principaux événements des différentes cours de l'Europe, in-12, 36 cahiers par an, commencé en 1772.

Journal politique, 2 cahiers in-12 par mois.

Mercure de France, 46 vol. in-12 par an, commencé en 1605 sous le nom de Mercure français, et rédigé successivement par Et. Richer, Th. Renaudot, Fuse-lier, la Bruère et Doneau de Vissey; ce dernier lui donna en 1635 le titre de Mercure galant. Rédigé ensuite par Dufrény, par le Fèvre qui lui restitua le titre de Mercure de France; en 1724, l'abbé Buchet en devint le rédacteur, et le fit paraître sous le titre de Nouveau Mercure, qu'il changea en 1724, époque où M. de la Roque en étant devenu rédacteur, lui rendit le titre de Mercure de France, qu'il a conservé jusqu'en 1794.

Spectateur (le) français, in-12, 15 cahiers par an.

UN MOT SUR LE JOURNAL AYANT POUR TITRE : L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Ce journal, organe ténébreux des légitimistes et des aristocrates, a été évidemment créé pour entraver la marche du gouvernement, bien que l'on trouve écrit en toutes lettres, dans un de ses numéros, que ce serait folie d'essayer de restaurer la dynastie de la branche aînée en appelant au trône Henri V, et qu'il n'y a de gouvernement possible que celui de la république. Pendant quelques jours cette feuille se faufila inaperçue au milieu des nouveaux journaux créés après le 24 février, et elle n'a commencé à avoir quelque importance, qu'à l'époque où le rédacteur en chef du journal *la Presse* crut devoir interrompre son opposition intempestive, et se réfugier dans un silence que quelques personnes attribuent, sans doute à tort, à l'emploi d'arguments irrésistibles. En homme adroit, le rédacteur en chef du journal *l'Assemblée nationale*, après avoir gourmandé le rédacteur de *la Presse* sur son étonnant et inexplicable silence, s'empara du rôle qu'il avait délaissé, et en l'outrant jusqu'à l'excès parvint à fixer l'attention publique sur son journal.

Recherchée et lue par les mécontents et par les désappointés de tous les partis, cette feuille, enveloppée d'un drapeau tricolore, sous lequel passe un lambeau déchiré du vieux drapeau blanc, par ses suppositions gratuites, par ses réticences, par ses fausses nouvelles journalières, par les craintes qu'elle cherche à faire

concevoir sur l'imminence de la guerre civile, n'est pas sans exercer quelque influence sur l'opinion publique, bien que chacun aperçoive les verres cassés et les culs de bouteille qu'elle jette sur le chemin, et bien que personne ne soit dupe des motifs qui font agir ses rédacteurs, et ne reconnaisse le manteau hypocrite dont ils se couvrent. — Ces rédacteurs ne manquent pas toutefois d'un certain courage, qu'il serait beaucoup plus noble d'utiliser au profit de la chose publique que de gaspiller en cherchant à fomentier ou à entretenir nos dissensions intestines. — Les chefs des Vendéens étaient aussi sans contredit des hommes de cœur; ils se battaient pour un principe que réprouvait la majorité de la nation, et qui par conséquent ne pouvait prévaloir : ils furent vaincus ! Quel a été le résultat de la lutte ? La mort de beaucoup de braves soldats, et l'extermination d'une multitude de pauvres diables, qui se sont fait tuer pour soutenir un parti dont les chefs ont accaparé à leur profit toutes les récompenses, et qui n'a eu souci de faire indemniser ni les veuves, ni les orphelins, ni les malheureux survivants d'un si grand désastre, dont le pays avait été incendié et ruiné. A Dieu ne plaise que nous accusions les rédacteurs de l'Assemblée nationale d'agir dans l'espoir d'arriver à un semblable résultat : et cependant ce qui eut lieu dans la lutte des Vendéens pourrait avoir lieu aujourd'hui, s'ils parvenaient à atteindre le but vers lequel ils poussaient.

PROGRAMME LÉGITIMISTE

QU'IL EST UTILE DE CONSERVER DANS NOS ARCHIVES.

National du 4 mai 1848.

1^o Nous croyons que la France est monarchique ;

Que le principe de la royauté, qui a fait la carte de la France, qui a réalisé l'unité de la France, la force et la grandeur de la France, est le principe auquel la France doit revenir, si elle ne veut pas périr ;

Que ce principe n'est nullement incompatible avec la liberté ;

Qu'il n'est nullement antipathique à l'esprit actuel de la majorité de la nation ;

Qu'il se prête parfaitement à tous les progrès de la civilisation ;

2^o Nous croyons que la royauté doit reposer sur la légitimité ;

Que le duc de Bordeaux est aujourd'hui la personnification de ce principe ;

Que, si le duc de Bordeaux mourait sans descendant mâle ou refusait la couronne, le comte de Paris serait le représentant du principe de la royauté légitime.

3^o Nous croyons qu'à côté du principe de la royauté légitime, il y a le principe de la représentation nationale, qui n'est pas moins légitime, moins sacré ;

Que la loi, pour être légitime, doit avoir été consentie par la nation ;

Que tous les citoyens ont le droit de participer à l'élection des députés chargés de voter les lois et les impôts.

4^o Nous croyons que toute intrigue occulte, toute conspiration, toute tentative armée qui aurait pour but de rétablir en France la royauté, par surprise ou par violence, serait un acte de démente ;

Que le rétablissement de la royauté légitime doit être demandé par la nation elle-même.

5^o Nous croyons que la République, en entendant par ce mot la négation du principe monarchique, est une forme de gouvernement inapplicable en France ;

Que la France n'a pas le tempérament fait à la République ;

Que les mœurs, les traditions, le caractère des habitants, la constitution territoriale, sont autant d'obstacles à l'établissement de cette forme de gouvernement;

Qu'il y a autant de folie à vouloir transformer la France en société républicaine, qu'il y aurait de folie à vouloir faire d'un bœuf un carnivore ou d'un lion un herbivore;

Que la République en France sera toujours le gouvernement d'une faction imposant ses passions et ses volontés à la nation; l'omnipotence de la commune de Paris se substituant à la volonté du pays;

Que la République ne peut qu'aboutir à l'anarchie ou à une dictature;

Que sur vingt présidents ou consuls, il y en aura quinze qui se laisseront corrompre par l'or de l'étranger, et qui eux-mêmes emploieront tous les moyens de séduction et d'intimidation pour se faire des créatures, s'assurer des influences et se maintenir au pouvoir;

Que si, par malheur, de grandes guerres éclataient à l'extérieur, on verrait bientôt quelque nouveau Bonaparte, profitant de notre lassitude, de nos divisions, et de l'engouement que la gloire militaire excitera toujours en France, pour s'établir à la tête des affaires et nous imposer le régime du sabre;

Qu'au milieu des agitations et des incertitudes dans lesquelles la République placera constamment la France, le crédit public ne se relèvera pas, l'industrie et le commerce ne cesseront de languir; que les capitaux s'en iront à l'étranger; que la concurrence étrangère nous écrasera; que, partant, les classes ouvrières souffriront plus encore que les classes aisées;

Que, cette situation se prolongeant, la loi agraire, le communisme, les tentatives socialistes les plus absurdes, menaceraient bientôt la société, car il ne faut pas se dissimuler que le communisme serait le dernier mot de la République démocratique en France. »

En un mot, ces messieurs voudraient nous reconstruire *une monarchie entourée d'institutions républicaines*. Nous avons fait un essai assez malheureux de ce gouvernement bâtard avec le soi-disant *plus honnête homme du royaume*, pour ne pas être tenté d'y revenir, et nous n'y reviendrons pas.

CE QUE VOULAIENT JADIS LES BABOUVISTES,

ET CE QUE VOUDRAIENT LES MONTAGNARDS ET LES COMMUNISTES.

Nous trouvons dans un article du *Mémorial bordelais* sur les communistes, l'analyse suivante du système de Babœuf, qui a aujourd'hui tant de plagiaires et qu'il nous a paru utile de reproduire :

« Babœuf posait en principe la nécessité d'une expropriation générale des particuliers au profit du gouvernement. L'Etat règle et impose le travail; il défraye dans les moindres détails les besoins de la communauté. Les villes sont supprimées, ce sont des foyers de luxe, et les babouvistes proscrirent le luxe. Les enfants, dès leur plus bas âge, passent sous la tutelle du gouvernement. L'étude des arts et des lettres est, sinon complètement proscrire, du moins envisagée avec une extrême défiance. La liberté de la pensée est rayée. « Nul ne peut émettre une opinion contraire aux principes sacrés de l'égalité. » L'armée est une institution mobile et temporaire; tour à tour le général devient soldat et le soldat général. Une barrière infranchissable arrête tout étranger à la frontière.

« Le *Manifeste des égaux*, proclamation des babouvistes, exposa fort bien leur doctrine. Voici quelques extraits de cette pièce peu connue aujourd'hui. Sauf quel-

ques variantes du style, c'est le même langage que celui que nous offrent en 1848 les journaux des citoyens Cabet et Blanqui :

« Trop longtemps la pauvre espèce humaine a été livrée à des anthropophages. »
« Maintenant nous voulons l'égalité réelle ou la mort. Nous l'aurons n'importe à quel prix. Malheur à ceux que nous rencontrerons entre elle et nous ! Nous voulons faire table rase pour nous en tenir à elle seule. Plus de propriété individuelle. La terre n'est à personne ! Qu'il n'y ait plus d'autre différence parmi les hommes que celles de l'âge et du sexe. Jamais plus vaste dessein n'a été conçu et mis à exécution. De loin en loin quelques sages en ont parlé d'une voix basse ; aucun n'a eu le courage de dire la vérité tout entière. Maintenant, les jours de restitution générale sont arrivés. La propriété est un véritable délit public. »

« Après avoir lancé ce manifeste et quelques proclamations de ce genre, Babœuf fit répandre une adresse au peuple, au nom du comité insurrecteur du salut public. Les dispositions de ce document sont tout à fait dans le genre de celles que promettent les montagnards actuels :

« Ceux qui usurpent la souveraineté devront être mis à mort par les hommes libres. Tous les membres des conseils seront immédiatement jugés par le peuple. Toute opposition sera vaincue sur-le-champ. Les opposants seront exterminés ; les étrangers, de quelque nation qu'ils soient, qui seront trouvés dans les rues seront mis à mort. »

« Babœuf avait également promulgué un règlement, que les communistes de 1848 n'auront qu'à copier :

« Le droit de succession est aboli.

« Tout citoyen qui reçoit un salaire ou conserve de la monnaie sera sévèrement puni.

« La république ne fabrique plus de monnaie ; elle défend l'introduction de l'or ou de l'argent.

« La dette nationale est éteinte. »

HISTOIRE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE.

(Du 24 février au 4 mai 1848.)

Avant de faire l'historique de ce gouvernement, inclinons-nous respectueusement devant l'homme honorable, que la nation sera fière de proposer pour exemple aux générations futures ; devant l'homme modèle d'intégrité, de droiture, de désintéressement et de pur patriotisme. Inclinons-nous devant celui qui jamais n'a désespéré du salut public ni du triomphe de la liberté ; et qui à l'âge de quatre-vingt-deux ans, a sacrifié son repos, sa santé, son bonheur domestique, pour accepter la présidence d'un gouvernement improvisé au milieu des barricades, et qui, sans autre prestige que son nom, sans autre appui que la force morale, a su maintenir l'union parmi les hommes d'opinions si diverses, et quelquefois si fougues, dont ce gouvernement était composé. Honneur et respect au vertueux Dupont de l'Eure, au grand homme si justement nommé l'Aristide français, que la patrie reconnaissante devrait s'empresse de nommer par acclamations président honoraire de la République, et dont les états de services peuvent se résumer ainsi :

Député au conseil des cinq cents en l'an vi.

Député au corps législatif par le sénat en 1813.

Membre de la chambre des députés en 1814.

Membre de la chambre des représentants pendant les cent jours.

Membre de toutes les assemblées législatives depuis 1815.

Ministre de la justice en 1830.

Président du gouvernement provisoire en 1848.

Au moment où nous terminons cet article, nous recevons une lettre dans laquelle se trouvent quelques détails sur une cérémonie qui a eu lieu au Neubourg en l'honneur de ce grand citoyen.

INAUGURATION DE L'INSCRIPTION PLACÉE AU NEUBOURG SUR LA FAÇADE
DE LA MAISON OÙ EST NÉ DUPONT DE L'EURE.

« Dimanche dernier 7 mai, c'était fête au Neubourg (Eure), où les habitants de la ville et des environs étaient assemblés, pour inaugurer solennellement une table de marbre noir, sur laquelle est gravée, en lettres d'or, une inscription destinée à être placée au-dessus de la porte principale où est né l'homme honorable qui, par son patriotisme, par son courage dans les temps difficiles, par ses talents et par ses vertus, a su conquérir les suffrages universels de la nation, et que la France entière a salué de ses acclamations, en apprenant qu'il n'avait pas hésité au moment du danger, à se charger du fardeau de la présidence du gouvernement provisoire improvisé le 24 février.

« Une affluence considérable de citoyens, animés des sentiments de la plus cordiale fraternité, assistait à cette belle fête de famille, qui laissera dans toutes les âmes un souvenir touchant de l'éclatant hommage, rendu spontanément aux vertus civiques du plus modeste et du meilleur des hommes dont notre siècle puisse s'honorer.

« Il est impossible, à moins d'en avoir été témoin, d'exprimer la joie dont était animée toute la population dans cette belle journée, que favorisait un temps magnifique. Tout le monde paraissait heureux d'être le concitoyen de l'homme honorable dont l'éloge était dans toutes les bouches, et sur le caractère duquel chacun à l'envisageait avec une franchise exempte de toute espèce de flatterie, avec une bienveillance qui avait sa source dans le cœur.

« S'il est un hommage dont puisse être fier l'homme le plus exempt de vanité, c'est sans contredit celui que rendent à ses vertus les habitants du lieu où il a reçu le jour. Aussi ne doutons-nous pas que M. Dupont ne soit extrêmement sensible à cette marque d'estime de ses concitoyens, lorsqu'il en aura connaissance.

« Le même jour, un hommage non moins touchant lui était rendu à Claville, hameau voisin du Neubourg, où les habitants plaçaient un drapeau sur la chaumière patrimoniale des petits-enfants de sa nourrice, en reconnaissance des soins affectueux que cette brave femme lui avait prodigués dans son jeune âge.

DE LA PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Le 4 mai, anniversaire de la procession ordonnée pour l'ouverture des états généraux de 1789, l'Assemblée nationale a cru devoir proclamer la république, que le peuple de Paris, auquel s'est jointe la France entière, avait proclamée avant elle il y a deux mois.

Il en est de la république comme de l'existence de Dieu, qu'il faut être insensé pour mettre en doute : que dirait-on de celui qui proclamerait que le soleil existe ? Mais ne savons-nous pas qu'une assemblée célèbre décréta dans un moment d'a-

berration l'existence de l'Etre suprême ! Il n'est donc pas étonnant que ceux qui parodient dans leurs costumes, dans leur langage, dans leurs faits et gestes, et dans leurs journaux, les montagnards, les jacobins et les cordeliers, aient fait publiquement un premier essai qui ne promet rien de bien nouveau pour l'avenir.

Nous ne saurions toutefois protester trop fortement contre toutes les parodies que l'on a essayées depuis deux mois. Nous avons une assez haute idée de la capacité des membres nouveaux qui siègent dans l'assemblée nationale, pour croire qu'ils ne se laisseront influencer ni par les stationnaires de l'ancienne chambre, qui siègent au milieu d'eux, ni par les singes de l'ancienne commune de Paris.

Dans les dix-huit dernières années qui viennent de s'écouler, les élections et les réélections ont fait venir à la chambre environ un millier de députés, et nous sommes forcés de convenir que, dans ce laps de temps, les élections n'ont pas produit *un seul homme nouveau* d'un talent remarquable. Espérons que le vote universel aura un meilleur résultat. — Pour faire des choses nouvelles, il fallait nécessairement des hommes nouveaux ; mais, pour que le talent de ces hommes se développe, il faut qu'ils s'abandonnent à leurs propres inspirations, et qu'ils renoncent à parodier leurs devanciers. C'est à cette seule condition qu'ils se feront un nom dans les fastes parlementaires.

Voici le texte de la proclamation qui a été adoptée à l'unanimité par tous les membres de l'assemblée nationale, aux cris mille fois répétés de : Vive la République !

« L'assemblée nationale, fidèle interprète des sentiments du peuple qui vient de la nommer, avant de commencer ses travaux, déclare, au nom du peuple français et à la face du monde entier, que la république, proclamée le 24 février 1848, est et restera la forme du gouvernement de la France. — La République que veut la France a pour devise : LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

« Au nom de la patrie, l'assemblée nationale conjure tous les Français d'oublier d'anciens dissentiments, de ne plus former qu'une seule famille. Le jour qui réunit les représentants du peuple est pour tous les citoyens la fête de la concorde et de la fraternité. »

ÉTRANGER.

LA VÉRITÉ SUR LA PRINCIPAUTÉ DE MONACO.

Il paraît que les publicistes ont été étrangement abusés, jusqu'à ce jour, sur ce qui se passe depuis six mois dans la principauté de Monaco. Un voyageur digne de foi qui arrive de Menton, nous communique les renseignements suivants sur le mouvement insurrectionnel de cette ville, renseignements que nous croyons utile de publier pour servir à l'histoire de notre époque.

« Après une excursion dans le nord de l'Italie, où j'ai pu admirer l'élan patriotique qui entraîne les peuples de cette contrée, je me suis arrêté quelques jours dans la ville de Menton, qui fait partie de la principauté de Monaco, curieux d'y recueillir quelques renseignements sur la révolution en miniature de ce petit pays. J'ai été bien surpris d'apprendre que le prince avait toujours eu des idées libérales et favorables au progrès ; que dès son avènement il avait supprimé le monopole des grains, objet des justes plaintes des habitants ; qu'aucun impôt direct n'était établi dans le pays ; que toutes les contributions se résumaient en droits de douanes in-

férieurs à l'entrée, aux droits établis dans les pays voisins ; qu'il n'y existait ni recrutement, ni conscription, ni inscription maritime ; que toutes les opinions avaient toujours pu s'y manifester librement ; que les journaux et les écrits politiques avaient toujours pu y pénétrer par mer sans difficulté, et que dès le 12 février dernier, le prince avait proposé un mode d'élection qui faisait participer tous les habitants aux droits civiques. Ces faits, contredits il est vrai par tout ce qu'on a écrit depuis quelques mois sur la principauté de Monaco, mais bien connus dans le pays et qu'il est impossible de révoquer en doute, m'ont engagé à m'enquérir de la réalité des causes de la révolution de ce pays. Voici ce que j'ai appris, et ce que je puis certifier sincère et véritable :

« La principauté de Monaco est enclavée, comme on sait, dans les Etats sardes, et placée, par les traités de 1815, sous la protection du roi de Sardaigne, qui a, dit-on, depuis longtemps manifesté le désir de réunir cette principauté à ces Etats. Quelques notables de la ville de Menton, ayant un intérêt particulier à favoriser l'accomplissement de ce désir, ont profité des premiers mouvements qui éclatèrent en Italie pour fomentier dans cette ville une insurrection contre l'autorité du prince. Secondés par le major général Gonnet, commandant des troupes sardes à Monaco, ils sont parvenus à abuser une partie de la population de Menton, à lui faire repousser toutes les concessions faites par le prince, et à opérer une révolution qui a eu pour résultat une scission violente, par suite de laquelle la ville de Menton s'est déclarée ville libre et indépendante de l'autorité du prince. — Les habitants de la ville de Monaco, chef-lieu de la principauté, dont le patriotisme et les sentiments honorables ne se sont démentis à aucune époque de l'histoire du pays, qui ont fourni à nos armées plusieurs généraux distingués et un grand nombre d'officiers de tout grades dont plusieurs servent encore avec honneur en France ; jaloux de conserver leur nationalité, et convaincus, qu'avec les institutions libérales spontanément accordées par le prince, ils avaient la certitude d'être plus heureux et mieux gouvernés que sous tel autre gouvernement que ce soit, rejetèrent toutes les propositions qui leur furent faites de se joindre aux insurgés, et déclarèrent, par l'organe de leurs consuls, le 23 mars 1848, qu'ils voulaient continuer à vivre sous les lois de leur souverain, et que jamais ils n'avaient songé à se soustraire à son autorité. — Cette noble conduite ébranla les déterminations prises par les habitants de Menton, dont la partie la plus raisonnable ne tarda pas à s'apercevoir que la séparation de leur ville de la principauté froissait leurs plus chers intérêts. Soupçonnant alors avec raison qu'ils étaient dupes des menées de ceux qui les avaient poussés à l'insurrection, plusieurs habitants manifestèrent le désir d'entrer en pourparler avec le prince pour rétablir l'unité du pays. Mais les troupes sardes, mises par le major général Gonnet à la disposition du gouvernement provisoire de la ville de Menton, au lieu de seconder le prince pour l'aider à opérer un rapprochement désirable et qui bien certainement satisferait toutes les prétentions, entretenaient au contraire de tout leur pouvoir le dissentiment existant, et font même pressentir qu'elles s'opposeraient à toute espèce de manifestation que l'on entreprendrait pour changer l'ordre de chose actuellement existant. — Cette attitude des troupes sardes serait inexplicable si on n'en connaissait le motif. Il paraît toutefois qu'elle résulte de fausses indications fournies au roi de Sardaigne par son major général sur le véritable caractère de l'insurrection de Menton ; car le monarque, qui seconde si énergiquement les efforts des populations italiennes, ne peut vouloir qu'on abuse de son autorité pour comprimer les vœux des habitants d'un pays placé sous sa protection spéciale, et dont le peu d'étendue le mettrait à sa merci sans la loyauté bien connue de son caractère. Il paraît du reste certain que le gouvernement sarde ne peut ni ne veut employer la force pour s'emparer de la prin-

cipauté. Le prince héréditaire n'a d'ailleurs pas quitté Monaco, où il exerce le pouvoir en l'absence du prince. « A l'appui de ce qui précède je joins la déclaration des habitants de Monaco, qui m'a été communiquée lors de mon séjour en cette ville :

» C'est avec un vif chagrin que la population de la ville de Monaco a vu, dans
» différentes feuilles publiques, que le bruit s'était répandu que la principauté tout
» entière était en révolution, et que la république y avait été proclamée : mue par
» un sentiment d'équité, elle désire détruire ces faux bruits et rétablir la vérité des
» faits.

» Monaco, qui est et a toujours été le lieu de résidence du prince, qui est le
» siège de son gouvernement, le chef-lieu de la principauté, et qui, en définitive,
» donne son nom au pays et son titre au prince, vit paisible et tranquille sous les
» lois de son souverain et n'a jamais songé à se soustraire à son autorité.

» Reconnaissants de toutes les concessions qu'il a bien voulu leur accorder, et
» qui sont identiques avec celles accordées à l'Italie et spécialement à la Sardai-
» gne, les soussignés sont heureux de pouvoir prouver leur fidélité au souverain et
» au prince héréditaire, en les priant d'agréer l'hommage de leur reconnaissance
» pour la sollicitude paternelle dont ils leur ont toujours donné des preuves.

» Monaco, le 23 mars 1848.

» Les consuls de la ville de Monaco, etc., etc.

Dans un prochain numéro nous examinerons le parti que devrait prendre le gouvernement républicain relativement à la principauté de Monaco, placée en 1792 et en 1814 sous la protection de la France, protection que s'est fait adjuger arbitrairement le gouvernement sarde en 1815, au détriment du gouvernement français, qui, de tout temps, a eu le plus grand intérêt à avoir un port de refuge et un point d'appui en Italie.

ESPRIT DES JOURNAUX.

— Décidément, le *Corsaire* est devenu prédicateur. Dans un de ses derniers numéros, où il analyse les sentiments de Barbès après sa condamnation à mort, il personifie la religion de ce condamné *un déisme douteux, c'est-à-dire une religion à la Voltaire*. Bien au-dessus de celle-là, le *Corsaire* place la religion du révérend père Lacordaire, et il cite à cette occasion une phrase du programme politique qui termine la lettre de remerciement de ce député aux électeurs de Marseille.

Le *Corsaire*, affectant de nous persuader qu'il est religieux, nous rappelle involontairement la conversation d'un commissionnaire du coin avec un savetier de ses amis, qui prétendait qu'on pouvait avoir de la religion sans affecter de suivre toutes les pratiques du catholicisme. — Tu te trompes, mon cher, répondit le commissionnaire. Il faut une religion dont les pratiques soient bien ostensibles. Ce n'est pas pour toi ; ce n'est pas pour moi ; c'est pour le peuple !

— « Il y a pourtant des gens et des journaux qui osent soutenir niaisement qu'avec une assemblée nationale modérée nous aurons la monarchie de Louis-Philippe, sauf un changement de nom ! Ils ne comptent donc pour rien le mouvement qui s'est opéré dans les esprits depuis deux mois !... D'ailleurs, que nous importent les retardataires, les aveugles, les intrigants ? Qu'on nous laisse la République et la liberté de la presse, et l'on peut répondre que toute réaction sera écrasée, que

toute réforme sociale s'accomplira, que toute ambition sera démasquée, qu'aucune intrigue ne l'emportera, et que nulle dictature ne restera debout. » (*Corsaire.*)

— « Voici un très-joli mot d'un représentant de province à sa femme.

« Ma chère amie,

« Tu me demandes des détails sur le personnel de l'Assemblée nationale. Il faudrait une rame de papier pour te répondre avec quelques détails. Tout ce que je puis te dire, en attendant mieux, c'est que le citoyen Ledru-Rollin et le citoyen Louis Blanc représentent assez fidèlement l'Ogre et le Petit-Poucet. » (*Corsaire.*)

— « On assure que dans la commission choisie par l'administration des haras, pour examiner à fond et résoudre les questions chevalines, se trouve un membre connu jusqu'à ce jour pour s'être exclusivement occupé des.... vers à soie. » (*Charivari.*)

— « Samedi soir, au club des *Dévorants*, on fit comme de coutume une motion incendiaire. Parmi les membres du club, je crus reconnaître M. C... monarchiste incarné, qui s'élevait aux propos les plus démagogiques. Curieux de vérifier mes soupçons, je suivis cet orateur au sortir du club. Bientôt il fut accosté par un de ses amis, qui lui dit : — Diable, diable, mon ami, comme vous êtes violents dans votre club ! Savez-vous que s'il y en avait beaucoup dans ce goût là, Paris finirait par renverser la République. — Nigaud ! Nous l'espérons bien ! » (*Corsaire.*)

— « Le citoyen Eug. Gayot, maintenu à la direction des haras, ne serait-il point par hasard le même que M. Eug. Gayot, directeur du haras de Pompadour en 1845, qui se distingua entre tous par son ardeur et son enthousiasme monarchique, lors de la visite que fit au mois d'août de cette année le duc de Nemours, dont il reçut, en témoignage de satisfaction une belle tabatière d'or ornée du chiffre de S. A. R. Au sujet de cette visite princière, parut dans le *Bulletin hypologique* un article attribué à M. Eug. Gayot, où se trouve le paragraphe suivant, que nous nous faisons un plaisir de reproduire comme un des plus curieux spécimen de flatterie ébouriffante.

« En traversant l'une des granges dont l'aire était bordée d'un double rang de bestiaux, monseigneur le duc de Nemours arracha du fenil une forte poignée de foin, en *respira doucement l'odeur*, puis l'ayant roulée entre ses doigts et pliée soigneusement en deux, il la tendit à un bœuf qui allongeait avidement son large museau par l'une des ouvertures de la crèche. Tous les mouvements du prince avaient été exécutés machinalement, et comme déterminés par l'impulsion de l'habitude, mais aucun d'eux n'avait échappé au regard curieux et attentif du régisseur M. de Lab.... Cet homme est un maître éleveur, un nourrisseur consommé, et quand il vit que monseigneur le duc de Nemours, au lieu de jeter sa poignée de foin au vent, ou sur le sol, *l'économisait avec précaution*, il s'écria d'un air de satisfaction et d'un ton d'enthousiasme : *Voilà un bon prince et un vrai connaisseur.* » Cette action toute simple et toute naturelle quelle puisse paraître *a plus de portée qu'on ne le pensera généralement au premier aperçu.*

« Nous ne pensons pas que jamais courtisan ait imaginé une pareille adulation à propos de bottes.... de foin. » (*Charivari.*)

